



# ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

## TIPP

Question écrite n° 4767

### Texte de la question

M. Jean-Claude Decagny attire l'attention de M. le ministre de l'équipement, des transports et du tourisme sur l'augmentation de 28 centimes de la TIPP frappant le gazole utilitaire. Malgré le report d'application au 20 août, il semble que tout allègement et compensation aient été rejetés. Cette hausse fiscale va engendrer pour les entreprises du bassin de la Sambre déjà très éprouvées une augmentation du poste de carburant de plus de 10 p. 100 soit une incidence de l'ordre de 2 p. 100 sur le coût de revient d'exploitation. Ces 2 p. 100 dépassent la marge dont disposent les entreprises ; celles-ci ne peuvent en aucun cas repercuter cette augmentation sur le prix de vente des prestations car elles sont confrontées à une baisse de travail dans une région en pleine crise et les clients demandent de revoir les tarifs à la baisse. Nous savons que le bassin de la Sambre n'est pas seul concerné et que cette ponction supplémentaire met en jeu l'équivalent de 17 500 emplois et l'investissement de 4 250 véhicules. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître sa position sur ce problème et les mesures d'accompagnement qu'il entend prendre pour les entreprises routières.

### Texte de la réponse

Le relèvement de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers figure au nombre des mesures fiscales qui, avec la réduction des dépenses publiques et le recours à l'emprunt, permettent de financer le plan de redressement de l'économie qui a été arrêté par le Gouvernement. À ces mesures de redressement répondent d'autres mesures en faveur des entreprises, comme la suppression du décalage de remboursement de TVA et l'allègement des charges liées à l'emploi qui constituaient des revendications anciennes. Il a également été donné satisfaction à des revendications plus récentes avec l'abrogation des mesures adoptées fin 1992 en matière de taxe professionnelle. Dans le domaine du transport routier, les professionnels doivent, afin de maintenir leurs marges, repercuter intégralement dans le prix de vente de leurs prestations, l'accroissement de leur prix de revient entraîné par la hausse du prix du carburant. Les présidents du CNPF, de la CGPME, du Conseil national des usagers des transports et de l'Union des offices des transports et des PTT ont été saisis, afin qu'ils attirent l'attention de leurs adhérents sur la nécessité de cette repercussion dans le prix des transports routiers ainsi que sur l'importance que revêtait l'accomplissement de ces prestations dans des conditions sociales et de sécurité conformes aux réglementations. Afin de permettre que cette repercussion dans les prix de vente du transport routier puisse s'effectuer dans les meilleures conditions, le Gouvernement a décidé de reporter au 21 août 1993 la prise d'effet de la hausse de la TIPP. La dégradation de la situation économique et sociale du transport routier, secteur essentiel pour l'économie nationale, a été illustrée par le rapport réalisé par le commissariat général du Plan. Cette situation a amené le Gouvernement à entreprendre la mise en œuvre de la recommandation centrale formulée par ce rapport. Elle consiste à définir avec tous les acteurs et partenaires du transport routier de marchandises les objectifs et les modalités de la mise en œuvre d'un contrat de progrès. Celui-ci aura pour objet d'assurer à ce mode de transport un développement durable promouvant le progrès social assurant la rentabilité économique et respectant l'environnement. Cet objectif devra permettre de développer le dynamisme des entreprises dans un contexte de plus en plus marqué par l'intégration européenne. Un groupe de travail composé de représentants des acteurs du transport routier, de

leurs partenaires économiques et des administrations concernées vient de se réunir dans l'enceinte du commissariat général du Plan. Il est chargé de préparer des propositions qui seront formulées avant la fin de l'année et permettront aux pouvoirs publics et aux partenaires économiques et sociaux de mener les négociations devant conduire à la conclusion du contrat de progrès.

## Données clés

**Auteur :** [M. Decagny Jean-Claude](#)

**Circonscription :** - UDF

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 4767

**Rubrique :** Impôts et taxes

**Ministère interrogé :** équipement, transports et tourisme

**Ministère attributaire :** équipement, transports et tourisme

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 9 août 1993, page 2397

**Réponse publiée le :** 1er novembre 1993, page 3829